

**ARRETE PREFECTORAL**

**portant autorisation environnementale pour l'exploitation du centre de regroupement, tri et traitement de déchets dangereux, par la société TCP à La Farlède.**

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V (parties législative et réglementaire) ;

Vu le décret du président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/44/MCI du 16 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la décision d'examen au cas par cas du 28 février 2019 dispensant la société TCP de réaliser une étude d'impact préalable à la réalisation de son projet de création d'un centre de regroupement tri et traitement de déchets dangereux ;

Vu la demande du 14 janvier 2021, complétée le 12 mai 2021, présentée par la société TCP située 329, rue du docteur Calmette, 83210 La Farlède, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale requise pour exploiter un centre de regroupement, tri et traitement de déchets dangereux ;

Vu le dossier constitué à l'appui de cette demande comprenant, notamment, une étude d'incidences et une étude de dangers

Vu les avis exprimés au cours de la phase d'examen du dossier de demande d'autorisation environnementale ;

Vu la déclaration du 24 février 2021 d'installations relevant des rubriques 2716, 2791 et 2795 de la nomenclature des installations classées dans l'établissement TCP situé 329, rue du docteur Calmette, à La Farlède ;

Vu l'arrêté municipal du 16 mars 2021 autorisant la société TCP à déverser dans le réseau public d'assainissement des eaux usées autres que domestiques ;

Vu le rapport de fin de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale, du 24 juin 2021, rendu par l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale du Var, attestant du caractère complet et régulier du dossier de demande susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 16 août 2021 au 17 septembre 2021 inclus, en mairie de La Farlède ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de La Crau du 21 septembre 2021 ;

Vu le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 30 septembre 2021 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale du Var, du 28 janvier 2022 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 9 février 2022 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la lettre du 15 mars 2022, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à sauvegarder les intérêts protégés mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

**ARRETE:**



# TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SAS TCP - SIRET 49945727300039 - établie au 329, rue du docteur Calmette BP 50565 83210 LA FARLEDE, ci-après dénommée « l'exploitant » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à cette adresse un centre de regroupement, tri et traitement de déchets dangereux, dans les conditions détaillées aux articles suivants.

### ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Nomenclature ICPE rubriques concernées	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélange : <b>(A)</b> 2. Autres cas : (DC)	Déchets hydrocarbonés Peintures en fûts Total : 49 t maximum	A
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j <b>(A)</b> 2. Inférieure à 10 t/j	Traitement des terres polluées 9 t/j	DC

Nomenclature ICPE rubriques concernées	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Terres polluées 900 m <sup>3</sup>	DC
2795-2	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 2. Inférieure à 20 m <sup>3</sup> /j	Lavage des hydro-cureurs ayant transporté des matières de vidange de fosse septique (hors déchets hydro-carburés) 2 m <sup>3</sup> /j	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :  2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Distribution GNR et GO (2x3 m <sup>3</sup> /h) ~ 40 m <sup>3</sup> /an	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	Deux cuves enterrées de GO de 2,5 m <sup>3</sup> chacune (soit au total environ 4 tonnes)	NC

**A** : Autorisation ; **E** : Enregistrement ; **D** : Déclaration ; **DC** : Déclaration assujettie à un contrôle périodique **NC** : installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

#### ARTICLE 1.2.2 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
LA FARLEDE	n° 103 – Section AW du plan cadastral.	Zone Industrielle de La Farlède

#### ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Les installations et leurs utilités restent contenues à l'intérieur des limites de la parcelle mentionnée ci-dessus.

#### ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprend les différentes installations techniques décrites ci-après :



- une zone de stockage et de décantation en cuves de déchets hydrocarburés en phase liquide ou pâteuse ;
- une zone de stockage et de traitement des terres polluées ;
- une aire de lavage des camions hydro-cureurs ;
- une aire d'avitaillement des camions hydro-cureurs.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R211-117 et R214-97.

### **CHAPITRE 1.5. GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **ARTICLE 1.5.1. DISPENSE DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'obligation de constitution des garanties financières mentionnées à l'article R 516-1 du code de l'environnement ne s'applique pas aux installations visées par le présent arrêté, dans la mesure où leur montant est évalué à une somme inférieure à 100 000 €.

#### **ARTICLE 1.5.2. GESTION ET LIMITATION DES QUANTITÉS DES PRODUITS DANGEREUX, DÉCHETS DANGEREUX OU NON DANGEREUX**

Attendu que le montant des garanties financières est notamment fixé en fonction de la quantité de ces matières les dispositions suivantes sont à respecter.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des produits et déchets présents sur son site et à chaque instant de leur quantité présente sur site, limitée comme suit :

- la quantité de produits ou de déchets dangereux présents sur le site est limitée à 49 t ;
- la quantité de déchets non dangereux présents sur le site est limitée à 1260 t ;
- aucun déchet inerte n'est reçu sur le site.

Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux, les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. Pour ces produits ou déchets, l'exploitant doit être en mesure de justifier par des éléments probants de la réalité de leur vente potentielle ou enlèvement à coût nul.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les factures ou tout autre document probant justifiant du coût des produits dangereux et déchets qu'il fait éliminer.

## **CHAPITRE 1.6. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'incidence et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L516-1 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

### **ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Sans préjudice des mesures de l'article R512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R512-39-1 à R512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage non sensible correspondant aux activités susceptibles d'être exercées dans la zone industrielle de La Farlède.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt, trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

## CHAPITRE 1.7. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

### ARTICLE 1.7.1. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions des textes visés ci-dessous (liste non exhaustive) :

23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement
29/07/2005	Arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
11/03/2010	Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/11/11	Arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique <b>2791</b> (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782)
31/05/2012	Arrêté du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement
06/06/2018	Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou <b>2716</b> (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18)
31/05/21	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement



## **CHAPITRE 1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Il est notamment rappelé que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L112-7 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'à l'article 47 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002.

---

### **TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

#### **CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

##### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

##### **ARTICLE 2.1.2 CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **CHAPITRE 2.2. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

##### **ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

### **ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

## **CHAPITRE 2.4. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

### **ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5. INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Pour ce faire, il transmet immédiatement à l'inspection des installations classées la fiche G/P annexée au présent arrêté.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;

- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

---

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées, en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre, en toute circonstance, le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.



### **ARTICLE 3.1.3. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions, telles que le lavage des roues des véhicules, doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont végétalisées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **ARTICLE 3.1.4. TECHNIQUES DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES DIFFUSES**

Les terres polluées sont reçues et traitées, sous bâtiment fermé, comportant un sol étanche, une extraction d'air et un traitement de l'air extrait. En tant que de besoin, les terres de terres polluées sont bâchées ou humidifiées, afin d'éviter toute émission diffuse de poussière.

### **ARTICLE 3.1.5. CONDITIONS DE REJET ATMOSPHÉRIQUE CANALISÉ ET VALEUR LIMITE D'ÉMISSION**

Le flux d'air destiné à l'aération forcée des terres de terres polluées aux hydrocarbures est canalisé puis traité par un système présentant les performances d'un procédé d'adsorption sur charbon actif. Ce traitement fonctionne en permanence et permet d'assurer une concentration en sortie de filtre inférieure à 20 mg/Nm<sup>3</sup> de Composés Organiques Volatils (COV).

La teneur en Composés Organiques Volatils (COV) de l'air extrait du bâtiment abritant le traitement des terres est mesurée chaque semaine par un détecteur à photo-ionisation (PID). Dès que cette mesure atteste d'une détection de COV en sortie de filtre, le charbon actif est remplacé. Un stock de remplacement des charbons actifs est maintenu sur site en permanence.

---

## **TITRE 4 -PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

- 1000 m<sup>3</sup>/an en provenance du réseau public d'alimentation en eau et/ou du réseau d'eau brute de la SCP.

#### **ARTICLE 4.1.2. TECHNIQUES D'OPTIMISATION DE LA CONSOMMATION D'EAU ET DE RÉDUCTION DES REJETS**

Les eaux issues de la décantation des effluents hydrocarbonés sont réutilisées pour laver les camions hydro-cureurs. Elles sont préalablement traitées par un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 1 au sens de la norme NF EN 858 qui garantit une concentration inférieure à 5 mg/l en hydrocarbures totaux (HCT) dans les eaux résiduelles.

## **ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

### **Article 4.1.3.1. Protection des eaux d'alimentation**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

### **Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage**

Sans objet, aucun prélèvement par forage n'est pratiqué sur ce site.

## **CHAPITRE 4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Afin de limiter la production d'effluents aqueux et de réduire l'utilisation d'eau, l'exploitant :

- réutilise, dans la mesure du possible et selon leurs caractéristiques, les eaux de procédés et autres flux aqueux ;
- collecte séparément les flux issus du ruissellement de surface, du lixiviat des terres traitées, de l'aire de lavage des citernes et de la décantation des eaux hydrocarburées.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

#### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### **CHAPITRE 4.3. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux constituant la phase aqueuse résultant de la décantation des eaux hydrocarburées ;
- les eaux polluées industrielles issues de la lixiviation à travers les terres polluées ;
- les eaux de lavage des camions hydro-cureurs ;
- les eaux de ruissellement de voirie ;
- les eaux domestiques (les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches ).

#### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...), y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant, si besoin, les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### **ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.



Un registre spécial est tenu, sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Exutoire général des eaux industrielles de l'établissement issues du traitement des eaux hydrocarburées, des terres polluées, du lavage des camions hydro-cureurs
Mode de rejet	Par bâchée ou continu
Débit maximal journalier (m³/j)	5 m³/j
Exutoire du rejet	Réseau public d'assainissement
Traitement avant rejet	Passage de chaque effluent dans un décanteur séparateur hydrocarbure de classe 1
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Station d'épuration urbaine

Point de rejet interne	N°2
Nature des effluents	Exutoire des eaux hydrocarburées issues du traitement des terres et de la phase aqueuse obtenue par décantation
Mode de rejet	Par bâchée ou continu
Exutoire du rejet	Bâche de stockage des eaux hydrocarburées
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Station d'épuration urbaine

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement public
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Station d'épuration urbaine

## **ARTICLE 4.3.6. AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET ABOUTISSANT AU POINT DE REJET DES EAUX INDUSTRIELLES N° 1 AU RÉSEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT**

### **Article 4.3.6.1. Aménagement**

#### **Article 4.3.6.1.1. Aménagement du point de prélèvement**

Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### **Article 4.3.6.1.2. Section de mesure**

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives, de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

### **Article 4.3.6.2. Équipements**

Les systèmes permettent le prélèvement continu proportionnel au débit sur une durée de 24 h.

## **ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : 30 °C au plus ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

## **ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer, séparément, chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités vers les traitements appropriés, avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

## **ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES INDUSTRIELLES AU NIVEAU DU POINT DE REJET N° 1**

Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émissions aqueuses indiquées, ci-après, désignent des concentrations (masse de substances émise par volume d'eau) exprimées en µg/L ou en mg/L.

Sauf indication contraire, les périodes d'établissement des valeurs limites d'émissions correspondent à l'un des deux cas suivants :

1. en cas de rejets continus, il s'agit de valeurs moyennes journalières, c'est-à-dire, établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevés sur 24 heures ;
2. en cas de rejets discontinus, les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet.

Il est possible d'utiliser des échantillons moyens proportionnels au temps, à condition qu'il puisse être démontré que le débit est suffisamment stable.

Toutes les valeurs limites d'émissions pour les émissions dans l'eau s'appliquent au point de sortie des effluents de l'installation.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares au réseau public d'assainissement, les valeurs limites en concentration et flux, fixées par l'arrêté municipal d'autorisation de rejet d'effluent, autre que domestique, dans le réseau public d'assainissement, pris au titre de l'article L1331-10 du code de la santé publique.

A la date du présent arrêté, les valeurs limites d'émission sont définies comme suit, en vertu de l'arrêté municipal du 16 mars 2021 portant autorisation de rejet et de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement :

<b>Débit maximal : 5 m<sup>3</sup>/j</b>		
Paramètres	Concentration maximale mg/l	Flux maximal journalier kg/j ou g/j
MES totales	600	3 kg/j
DBO <sub>5</sub>	800	4 kg/j
DCO	2000	10 kg/j
Azote Global (NO <sub>2</sub> + NO <sub>3</sub> + NH <sub>4</sub> + Azote organique)	150	0,75 kg/j
Phosphore total	50	0,25 kg/j
Hydrocarbures totaux	5	25 g/j
Arsenic	0,1	
Indice phénol	0,3	
Plomb et ses composés	0,5	
Cuivre et ses composés	0,5	
Manganèse et composés (en Mn)	1	
Etain et composés (en Sn)	2	
Chrome et ses composés	0,5	
Chrome hexavalent	0,1	
Composés organiques halogénés (AOX)	1	
Fluor et composés (en F)	15	
Chlorures	400	
Sulfates	400	
Nickel et ses composés	0,5	



<b>Débit maximal : 5 m³/j</b>		
Zinc et ses composés	2	
Mercure	0,1	
Cadmium	0,1	
Argent	0,1	
Fer Aluminium et composés (Somme Al + Fe)	5	
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16) <sup>1</sup>	0,1	
Polychlorobiphényles PCB (7) <sup>2</sup>	0,1	

1) Les 16 HAP concernés sont : le Fluoranthène, le Benzo (b) fluoranthène, le Benzo (k) fluoranthène, le Benzo (a) pyrène, l'Indéno (1,2,3 – cd) pyrène, le Benzo (g,h, i) pérylène, le Naphtalène, l'Acénaphthylène, l'Acénaphène, le Fluorène, le Phénanthrène, l'Anthracène, le Pyrène, le Benzo (a) anthracène, le Chrysène, le Dibenzo (a, h) anthracène.

2) les 7 PCB congénères sont : 28 – 52 – 101 – 118 – 138 – 153 – 180.

#### **ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES AU NIVEAU DU POINT DE REJET N° 3**

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

### **TITRE 5 - DÉCHETS**

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent qu'aux déchets engendrés par l'exploitation des installations (les déchets apportés sur le site en vue de leur traitement ne sont pas concernés).

#### **CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION**

##### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie, compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.1.1.1. Séparation des déchets**

Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R543-3 à R543-6 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R543-66 à R543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R543-137 à R543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R543-195 à R543-200-1 du code de l'environnement.

#### **Article 5.1.1.2. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée maximale de stockage des déchets devant faire l'objet d'un traitement dans l'établissement TCP ne dépasse pas trois ans.

Les aires de réception, d'entreposage et de traitement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées.

Les lots de matériaux sont identifiés par des panneaux sur lesquels figurent les numéros d'enregistrement rapportés sur le plan général de stockage.

#### **ARTICLE 5.1.2. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L511-1 et L541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne, à qui il remet les déchets, est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

### **ARTICLE 5.1.3. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

### **ARTICLE 5.1.4. TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants et renseigne le registre national des déchets, ainsi que le registre national des terres excavées et sédiments définis aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R541-49 à R541-64 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

---

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

---

### **CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R571-1 à R571-24 du code de l'environnement.

### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore maximal admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60dB(A)

---

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 7.1. GÉNÉRALITÉS

#### ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.



## **ARTICLE 71.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 71.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## **ARTICLE 71.4. CONTRÔLE DES ACCÈS**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

## **ARTICLE 71.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

## **ARTICLE 71.6. ÉTUDE DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## **ARTICLE 71.7 CANALISATIONS DE TRANSPORT DE FLUIDES**

Les canalisations transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique ou chimique des fluides qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

## **ARTICLE 71.8 ÉMISSIONS RÉSULTANT D'ACCIDENTS/INCIDENTS**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour contrôler les accès de son établissement et pour savoir à tout moment quelles sont les personnes qui y sont présentes.

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation des sources de risques conformément à l'étude de dangers. Les équipements de contrôle sont maintenus en bon état, repérables et facilement accessibles.

Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité.

Des procédures sont prévues permettant de détecter ces incidents et accidents, d'y réagir et d'en tirer des enseignements.

L'exploitant tient un registre dans lequel sont consignés la totalité des accidents, incidents, ainsi que les modifications des procédures et le résultat des inspections.

## **CHAPITRE 7.2. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

### **ARTICLE 7.2.1. COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS**

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est REI 120 conformément à l'étude de danger jointe au dossier de demande ;
- les matériaux sont de classe A2s1d0.

Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.2.2. TOITURES ET DÉSENFUMAGE**

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.

Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible.

Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 % .

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

### **ARTICLE 7.2.3. ACCESSIBILITÉ DES SERVICES DE SECOURS**

L'installation dispose en permanence d'un accès, au moins, pour permettre, à tout moment, l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

## **CHAPITRE 7.3. DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **ARTICLE 7.3.1. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre normalisé NFS 61.213 et 62.200 implanté à l'entrée du site ; ce poteau doit être en mesure d'assurer un débit de 60 m<sup>3</sup>/h minimum, pendant au moins 2 heures, sous un bar de pression au minimum ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures couvertes et sur les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

### **ARTICLE 7.3.2. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R 557-1-1 et suivants du code de l'environnement relatifs aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

### **ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

## CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### ARTICLE 7.4.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés, en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Si des stockages sont constitués à l'air libre, alors les rétentions sont vidées dès que possible des eaux météoriques.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau, notamment le sol des aires de dépôt des terres polluées, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est assuré par la rétention formée par un aménagement des pentes et un bassin en sous sol du bâtiment de bureau formant une capacité de 150 m<sup>3</sup>. Cette rétention permet de compenser la surface imperméabilisée et de contenir les eaux d'extinction d'incendie.

En cas d'incendie, un dispositif d'obturation permet d'isoler cette rétention. Ce dispositif est contrôlé périodiquement.



Les eaux d'extinction collectées ne peuvent être rejetées que dans des conditions conformes au présent arrêté (leur qualité permet de les traiter correctement dans la station d'épuration du site) ou sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **CHAPITRE 7.5. DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### **ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX**

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et, notamment, celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et, éventuellement, le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et, éventuellement, le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

### **ARTICLE 7.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

### **ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu, sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la périodicité et la nature des contrôles des systèmes d'obturation des rétentions ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

---

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE REGROUPEMENT TRI TRAITEMENT DE DÉCHETS**

---

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux déchets dangereux et non dangereux reçus sur le site en transit ou pour y être traités, triés en vue de leur valorisation ultérieure ou, à défaut, en vue de leur élimination.

### **ARTICLE 8.1.1 DÉCHETS ENTRANT DANS L'INSTALLATION**

#### **Article 8.1.1.1. Déchets autorisés**

Les seuls déchets ci-dessous sont susceptibles d'être admis sur le site :

> terres polluées par des hydrocarbures contenant, éventuellement et à titre accessoire, des éléments trace métalliques (ETM), ne présentant pas de caractère dangereux, ou autre déchets non dangereux dans la limite de 1260 t regroupées simultanément sur ce site ;

> eaux hydrocarbonées provenant de fond de cale de navire, de dégazage de cuve de station service ou de particuliers, de bacs séparateurs d'hydrocarbures, de toute autre origine ou fûts de peinture usagées, l'ensemble constituant une masse totale maximale cumulée de 49t. Ces déchets sont classés comme dangereux.

#### **Article 8.1.1.2 Origine géographique des déchets susceptibles d'être admis sur le site**

Les déchets non dangereux ultimes admis dans l'établissement proviennent des bassins azuréen et provençal tels que définis par le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux (PRPGDND), intégré au schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019.

### **ARTICLE 8.2.1 GESTION ET CONTRÔLE DES DÉCHETS**

#### **Article 8.2.1.1. Principes généraux**

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation conformément à l'article 8.1.1.1 du présent arrêté. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

Si les déchets entrent dans le cadre des déchets admissibles, au sens du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.

### **Article 8.2.1.2. Information préalable à l'admission des déchets, certificat d'acceptation préalable**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable dit « fiche d'identification du déchet » indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- pour les terres polluées, les résultats analytiques portant sur les paramètres suivants :
  - ✓ sur brut : COT (carbone organique total), BTEX, PCB, hydrocarbures totaux, HAP
  - ✓ sur éluat : métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Se, Zn).

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Aucun lot de déchets ne pourra être pris en charge sur le site s'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'admission préalable, consistant pour l'exploitant du site à demander au producteur du lot de déchets de remplir une « fiche d'identification du déchet » comportant au minimum les informations visées ci-avant.

Si, au vu des éléments d'information que lui a fournis le producteur du lot de déchets, notamment au travers de la « fiche d'identification du déchet » précitée, l'exploitant du site considère qu'il peut prendre en charge ce lot de déchets, il établit un certificat d'acceptation préalable qu'il remet au producteur du lot de déchets.

En cas de refus d'un lot, le motif du refus est consigné dans un registre de refus d'admission qui comporte a minima les informations suivantes :

- nature et volume du chargement ;
- nom du détenteur des déchets ;
- raison du refus d'admission des déchets.

### **Article 8.2.1.3. Modalités de gestion des terres polluées**

Compte tenu de la nature des déchets susceptibles d'être admis sur le site, ceux-ci font l'objet d'une gestion par lots réalisée notamment à partir des opérations suivantes :

- admission des déchets reçus sur la base d'analyses réalisées en laboratoire ;
- constitution de lots à savoir l'assemblage de lots de même nature ;
- traitement (tri granulométrique, biotraitement, etc...) permettant la constitution de produits valorisables et non valorisables ;
- analyse en laboratoire des produits valorisables ;
- regroupement et/ou assemblage des produits valorisables ;
- commercialisation des produits valorisables et élimination des déchets.

L'assemblage est défini comme la mise en contact entre le déchet et d'autres déchets. Il est possible à l'issue de l'admission des matériaux et/ou à l'issue du traitement et selon le processus décrit ci-après.

Les règles suivantes sont scrupuleusement suivies :

- ✓ interdiction de procéder à l'assemblage de lots de matériaux à l'admission ou après traitement avant leur caractérisation analytique ;

- ✓ l'assemblage de lot à l'admission sur le site n'est possible que pour des pollutions de même nature (même typologie de pollution et respectant les mêmes critères qualitatifs au regard de la décision 2003/33/CE du 19/12/2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la Directive 1999/31/CE) ;
- ✓ l'assemblage de lots à l'admission présente un intérêt pour la qualité du traitement mais ne constitue pas une dilution de l'un des lots de déchet ;
- ✓ la traçabilité des déchets est renforcée par un suivi numérique des lots de réception et de production. Un numéro unique est attribué à chaque lot, de sorte à assurer sa complète traçabilité. Ce numéro est matérialisé par une signalétique dans l'installation. L'emplacement des lots est clairement indiqué sur le plan de stockage du site TCP.

#### **Article 8.2.1.4 – Contrôle et enregistrement des déchets entrants**

Au moment de l'entrée d'un déchet dans le site, l'exploitant :

- s'assure que le déchet qui lui est livré est conforme à celui décrit dans la « fiche d'identification du déchet » qui a été établie par le producteur et que ce déchet fait bien l'objet d'un certificat d'acceptation préalable ;
- réalise un contrôle visuel du type de déchet reçu afin de vérifier sa conformité avec les informations préalablement délivrées ;
- enregistre les informations ci-après :
  - date d'entrée du déchet dans le site ;
  - identité du producteur (nom, adresse) ;
  - lieu exact de production du déchet (ou information équivalente telle que l'identification du chantier ou de l'opération à l'origine de la production du déchet) ;
  - nature du déchet (voir art 8.3.1 ci-dessus) ;
  - quantité de déchet apportée ;
  - identité du transporteur (nom, adresse) et mode de transport (barge ou route) ;
- établit systématiquement un bordereau de réception contenant les informations ci-dessus, dont un exemplaire est remis à l'apporteur des déchets ou adressé au producteur.

Les lots de terres sont répartis sur le site TCP suivant des phases de gestion suivantes :

- la phase de (pré)-acceptation jusqu'à ce que le traitement soit décidé ;
- en traitement ;
- en attente d'évacuation.

Les différents lots de terres sont physiquement séparés et figurent sur un plan de stockage qui indique l'emplacement de chaque lot, qu'il soit en attente de traitement, en cours de traitement ou en attente d'évacuation.

### **ARTICLE 8.3.1. ENTREPOSAGE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS DANS L'INSTALLATION**

#### **Article 8.3.1.1. Stockage**

Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des odeurs...).

Les lots de terres sont identifiés par des panneaux sur lesquels figurent les numéros d'enregistrement rapportés sur le plan général de stockage.

#### **Article 8.3.1.2. Modalités de traitement des eaux hydrocarburées**

Les eaux hydrocarburées sont reçues dans des cuves et traitées par décantation de sorte à obtenir, après séparation des phases, une phase aqueuse intermédiaire contenant moins de 100 mg/l d'hydrocarbures totaux. Cette phase aqueuse, recueillie dans un bassin tampon, est recyclée en priorité pour le lavage des citernes ayant transporté les eaux hydrocarburées.



La phase aqueuse résiduaire est ensuite rejetée au réseau public d'assainissement après passage dans un séparateur d'hydrocarbures de classe 1 garantissant une concentration en sortie inférieure à 5 mg/l d'hydrocarbures totaux.

#### **Article 8.3.1.3. Compatibilité des lots de terres polluées préalable à leur éventuel assemblage**

Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les assembler, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur regroupement ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

#### **Article 8.3.1.4. Contrôle et enregistrement des déchets sortants**

Au moment de l'évacuation d'un déchet du site (qu'il s'agisse de déchets valorisables ou non) l'exploitant :

- s'assure que le déchet qu'il va expédier ira bien dans une installation régulièrement autorisée à le recevoir (pour le valoriser ou le traiter) ;
- enregistre les informations ci-après :
  - date de sortie du déchet du site ;
  - identité du destinataire du déchet (nom, adresse et adresse de l'installation de destination si différente de celle du destinataire) ;
  - nature du déchet et type de destination (valorisation en l'état, installation de traitement complémentaire, élimination) ;
  - lieu exact de production (ou information équivalente telle que l'identification du chantier ou de l'opération à l'origine de la production du déchet) ;
  - quantité de déchet enlevée ;
  - identité du transporteur (nom et adresse) et mode de transport.

### **ARTICLE 8.4.1. TRACABILITE DES DÉCHETS**

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

---

## **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 9.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

- a) L'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du système de traitement de déchets.
- b) L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées remplir ces critères.

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit, dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

## **CHAPITRE 9.2. MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE**

### **ARTICLE 9.2.1. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

L'exploitant réalise une détection hebdomadaire des Composés Organiques Volatils (COV) au moyen d'un détecteur à photo ionisation (PID). La détection de COV en sortie de filtration du flux d'air d'aération des tertres de terres polluées entraîne le renouvellement immédiat du média d'adsorption (charbon actif). Le résultat de chaque détection est enregistré et conservé pendant une durée minimale de cinq ans.

La cheminée canalisant l'air extrait du bâtiment abritant les terres polluées est pourvue d'une section de mesure normalisée. Une mesure de COV totaux est réalisée annuellement par un organisme extérieur, dans les conditions normales de fonctionnement.

### **ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DE LA DÉCANTATION DES EAUX HYDROCARBURÉES**

L'exploitant réalise un suivi de la teneur en hydrocarbures de la phase aqueuse soutirée en sortie du procédé de décantation, au niveau de la bache de stockage (cf art 4.3.5 point de rejet interne n°2). Chaque lot est échantillonné avant rejet vers le séparateur d'hydrocarbures et doit présenter une teneur inférieure à la valeur repère de 100 mg/l d'hydrocarbures totaux, en cohérence avec les dispositions du dossier de demande d'autorisation.

### **ARTICLE 9.2.3. SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES**

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre, afin de surveiller la qualité des rejets au réseau d'assainissement public (cf art 4.3.5 point de rejet interne n°1).

A l'exception des mesures réalisées in-situ, l'ensemble des analyses de surveillances sont réalisées par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Ces mesures de surveillance sont réalisées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation. Cet échantillon est constitué par ordre de préférence, soit par un prélèvement continu sur 24 heures, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Paramètres	Fréquence de surveillance
Débit	Journalière avec enregistrement
pH	mensuelle
MES totales	mensuelle
Hydrocarbures totaux	mensuelle
DCO	mensuelle
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16) <sup>1</sup>	mensuelle
Ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9	annuelle

1) Les 16 HAP concernés sont : le Fluoranthène, le Benzo (b) fluoranthène, le Benzo (k) fluoranthène, le Benzo (a) pyrène, l'Indéno (1,2,3 – cd) pyrène, le Benzo (g,h, i) pérylène, le Naphtalène, l'Acénaphthylène, l'Acénaphthène, le Fluorène, le Phénanthrène, l'Anthracène, le Pyrène, le Benzo (a) anthracène, le Chrysène, le Dibenzo (a, h) anthracène.

#### **ARTICLE 9.2.4. RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

Le site est équipé d'un réseau de trois piézomètres permettant d'échantillonner les eaux souterraines dans des conditions représentatives. Ce réseau est maintenu en état fonctionnel. Des analyses pourront être diligentées, à la demande de l'inspection ou à l'initiative de l'exploitant, en cas de suspicion de pollution des eaux souterraines.

#### **ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS**

##### ***Article 9.2.5.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets***

L'autosurveillance des déchets visés au titre 5 est assurée par la tenue du registre chronologique prévu par la réglementation (articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement).

Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées qui peut demander à ce qu'une copie lui soit adressée.

#### **ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

##### ***Article 9.2.6.1. Mesures périodiques***

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée, au moins tous les trois ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles complémentaires que l'inspection des installations classées pourrait requérir.

### **CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

#### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats de l'ensemble des mesures réalisées, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

### **ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES**

Les résultats de l'autosurveillance des eaux résiduaires définie à l'article 9.2.3 du présent arrêté sont conservés par l'exploitant pendant au moins six ans et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Celle-ci peut demander à l'exploitant que ces résultats ou une partie de ceux-ci lui soient adressés.

### **ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisés en application de l'article 9.2.6. 1 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

---

## **TITRE 10 - DISPOSITIONS FINALES**

---

### **CHAPITRE 10.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. En application des articles R514-3-1 et L514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Elle peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans ce même délai, qui prolonge de deux mois les délais ci-dessus mentionnés. Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique « Télérécourse citoyens », accessible par le lien [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **CHAPITRE 10.2. PUBLICITE**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R181-44 du code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de La Farlède et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de La Farlède pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R181-38, à savoir la métropole Toulon-Provence-Méditerranée ;

4° l'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de quatre mois.



### CHAPITRE 10.3. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le maire de La Farlède sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée, aux maires des communes de La Crau, Solliès-Ville, La Valette-du-Var et de La Garde, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, au directeur général de l'agence régionale de santé (délégation départementale du Var) et au directeur départemental des services d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le 28 MARS 2022

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Serge JACOB



# **ANNEXE FICHE G/P**

## **Message d'information sur accident/ou incident**

**Date et heure du message :**

**Révision de la fiche : n°**

<b>Destinataires :</b> DREAL (SPR) 04 88 22 64 00 (UD) ..... Mail : <a href="mailto:msd.dreal-naca@developpement-durable.gouv.fr">msd.dreal-naca@developpement-durable.gouv.fr</a> ; Préfet (Cabinet)..... SIRACEDPC..... Mairie..... CHSCT.....	<b>Autres Destinataires :</b> CODIS :																														
Usine : ..... Unité : ..... Commune : .....	Date de l'incident : ..... Heure (de découverte): .....																														
<b>Echelle de classement G/P de l'accident ou incident / Indices d'évolution</b>																															
<b>Niveau de Gravité G :</b> <input type="checkbox"/> <b>G 0 : Opération ou événement d'exploitation</b> <input type="checkbox"/> <b>G 1 : incident mineur d'exploitation</b> Sans conséquence sur le personnel Peu de potentialité de risque – Pas ou peu de conséquence sur l'environnement Peu de dégâts matériels <input type="checkbox"/> <b>G 2 : Incident notable d'exploitation</b> Importante potentialité de risque et/ou avec conséquence sur le personnel et/ou avec conséquence sur l'environnement – et/ou avec conséquence sur le matériel. <input type="checkbox"/> <b>G 3 : accident grave d'exploitation</b> Avec conséquence sur le personnel et/ou l'environnement – et/ou le matériel <input type="checkbox"/> <b>G 4 : Accident majeur</b> Avec conséquences ou potentialité de conséquences graves à l'extérieur	<b>Niveau de Perception P :</b> <input type="checkbox"/> <b>P 0 : Pas de perception à l'extérieur</b> <input type="checkbox"/> <b>P 1 : Peu de perception à l'extérieur du site</b> <input type="checkbox"/> <b>P 2 : Forte perception à l'extérieur.</b>  <b>Indice d'évolution</b> A : Situation maîtrisée, intervention terminée, conséquences identifiées, pas de suite prévisible B : Situation maîtrisée, intervention terminée ou en voie d'achèvement, conséquences en cours d'évaluation C : situation évolutive, intervention en cours ou en préparation  <b>Classement de l'accident /incident : G / P</b>  <b>Indice d'évolution : A B C</b>																														
<b>Constatations faites sur le terrain :</b>	<table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th></th> <th>sans</th> <th>peu</th> <th>important</th> <th>grave</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Conséquences sur les personnes</td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Potentialité de risques</td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Conséquences sur l'environnement</td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Dégâts matériels</td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Perception à l'extérieur du site</td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> <td align="center"><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>		sans	peu	important	grave	Conséquences sur les personnes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Potentialité de risques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Conséquences sur l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Dégâts matériels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Perception à l'extérieur du site	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	sans	peu	important	grave																											
Conséquences sur les personnes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																											
Potentialité de risques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																											
Conséquences sur l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																											
Dégâts matériels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																											
Perception à l'extérieur du site	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																											
<b>Produit impliqué</b> (perte de confinement)	Nature : ..... Quantité Q : .....																														
<b>Déclenchement du POI ou autre plan d'urgence interne (le cas échéant):</b> <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON																															
<b>Description de l'incident :</b>  <div style="height: 40px;"></div>																															
<b>Premières mesures prises :</b> (autorités informées, périmètre sécurité, dépollution, réparation, surveillance, abaissement pression,...)  <div style="height: 40px;"></div>																															
<b>Etat actuel de la situation :</b>  <div style="height: 40px;"></div>																															
<b>Nom :</b>	<b>Signature :</b>																														
<b>N° de téléphone :</b>																															